

## Tanzanie : HRW et Amnesty International dénoncent les dérives du régime

RFI, 29-10-2019 Human Rights Watch et Amnesty International dénoncent ensemble la dérive du régime tanzanien. Les deux organisations ont présenté lundi 28 octobre deux rapports dénonçant les abus du pouvoir pour museler les libertés d'expression, d'opinion ou encore d'assemblée.

Le président John Magufuli [Photo] est critiqué comme étant au centre de ce système répressif. De fait, Amnesty et Human Rights Watch dénoncent de concert un durcissement du président tanzanien. Depuis son élection en 2015, son régime s'en prend de plus en plus aux journalistes, bloggers, défenseurs des droits de l'homme et opposants. Jointement, RFI, Roland Ebole, chercheur à Amnesty, critique toute une série d'outils destinés à restreindre les libertés. « Les procédures de lourdes amendes et cela contraint les gens à tout faire pour éviter de commettre une infraction. Il y a des licences très chères à obtenir comme celle par exemple pour créer un blog. Cela empêche les gens d'utiliser leur liberté d'expression. La police vous surveille. Il y a des descentes chez les médias, des interdictions de diffuser. Il y a des attaques physiques. Le pouvoir soit reste silencieux, soit parle de brebis galeuses chez les forces de sécurité. Si c'était le cas, on aurait tous types de victimes. Or, il s'agit d'une politique de libéralisation et ce sont les critiques du régime qui sont visées. On voit une tendance très claire à », explique-t-il. Services secrets, immigration, police, autorité de communication et autres institutions sont utilisées pour appliquer la répression. Résultat : le climat est fortement alourdi. « Un climat de peur est installé. Les gens ne parlent plus librement. La société civile craint de dénoncer certaines choses et de voir le gouvernement s'en prendre à elle. Les médias ne couvrent plus certains problèmes importants du pays. On a une autocensure qui s'ajoute à la censure déjà appliquée par les autorités », souligne, de son côté, Oryem Nyeko, Human Rights Watch. Les ONG demandent au pouvoir de revoir ses lois répressives, d'arrêter de harceler ceux qui le critiquent. Sans grand espoir de voir le régime changer, elles espèrent une pression internationale de plus en plus forte.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});